



Cayenne, le 29 décembre 05

---

**DIRECTION GENERALE**

---

**DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DE LA PROSPECTIVE**

---

N /2006/DGS/DPP/VTM/SBG  
Affaire suivie par Mme BERGOT Sylvia  
☎ (0594) 27 10 41 - Fax (0594) 27 10 03  
sylvia.bergot@cr-guyane.fr

**Monsieur Paul CHAMPSAUR**  
**Président de l'ARCEP**  
**Autorité de Régulation des Communications**  
**Electroniques et des Postes**  
7, Square Max Hymans  
75730 PARIS Cedex 15

**Objet :** consultation publique sur l'analyse des marchés pertinents des liaisons louées.

Monsieur le Président,

Le projet « Région Guyane : Territoire Numérique » est révélateur de l'ambition du Conseil Régional dans le développement de la société de l'information. Le plan d'action pluriannuel haut débit élaboré par la Région correspond à un véritable projet de société au service de la population guyanaise et de son développement économique, culturel et social.

A cet effet, le Conseil Régional de Guyane a mené un schéma directeur des TIC en 2004, qui a permis de définir des pistes concrètes d'actions à court et moyen terme. Cet engagement trouve une traduction dans les perspectives qu'offre le projet « Communautés Guyanaises en réseau » à travers son Programme Régional d'Actions Innovatrices, soutenu par l'Europe et qui prévoit 4 lignes d'actions : e-économie, e-administration, e-éducation et formation, e-culture.

La priorité concerne avant tout la mise en place d'un réseau public régional de communications électroniques qui, dans le cadre d'une délégation de service public de forme concessive dont la procédure de passation est en cours, va permettre de résoudre l'accès de tous au téléphone, à la mobilité et au haut débit à des coûts abordables (identiques voire très proches des tarifs métropolitains) et dans des conditions de qualité de services et de sécurité acceptables par tous.

La consultation publique lancée par l'ARCEP le 30 novembre 2005 concernant « l'analyse des marchés pertinents des liaisons louées » s'inscrit directement dans le sens de l'action de la Région Guyane.

En effet, il convient de rappeler que la Guyane souffre de 3 handicaps cumulatifs structurels majeurs en matière de télécommunications que sont :

- La composante éloignement et isolement, renforcée par le fait que l'essentiel des échanges se fait au niveau international,

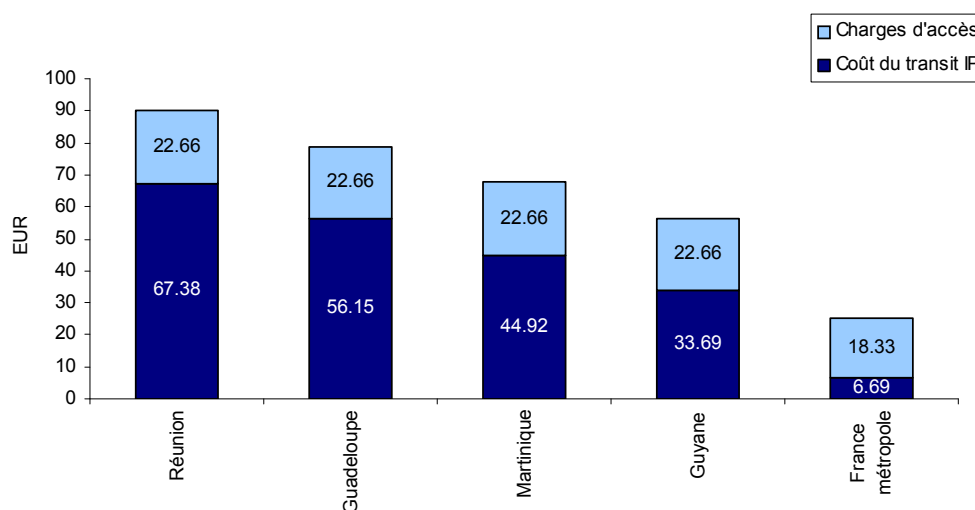
- La faiblesse concurrentielle de l'offre, du fait de la situation de dominance voire de monopole de l'opérateur historique, qui limite les possibilités de développement des services de télécommunications sur le marché de détail,
- L'étroitesse et l'organisation géographique du marché, de la taille d'une grande ville avec une population concentrée sur quelques sites et des villages isolés.

Il apparaît évident que l'action de la Région pour la mise en place d'un réseau haut débit de communications électroniques ne peut se concevoir sans la prise en compte de l'accès à l'intercontinental, qui passe par le câble Americas 2.

Ce goulet d'étranglement repose sur 3 paramètres :

1. Le surcoût des liaisons louées du fait de la dominance de quelques opérateurs sur ce marché se traduit par un tarif excessivement élevé de la liaison louée de transport (et du transit IP). L'exemple du prix de revient de l'accès ADSL 512Kbps en offre wholesale démontre que la part du transit IP représente 60% des coûts physiques totaux en Guyane, comme le suggère le tableau<sup>1</sup> ci-dessous. Il en ressort que le poids de l'intercontinental influence très significativement le prix de détail dès lors que celui-ci n'est pas encadré.

Coûts physiques totaux pour un accès DSL 512 Kbbps en offre wholesale



Il apparaît donc essentiel que l'action de l'ARCEP permette d'imposer à France Télécom un principe d'orientation de ses tarifs vers les coûts pour l'offre de liaisons louées vers l'ensemble des DOM. En outre, il serait utile que l'ARCEP se préoccupe de définir des règles de transparence d'achat et de location à long terme de capacités sur les câbles sous-marins par les collectivités.

2. L'accès à la station d'amerrissement du câble Americas 2 de France Télécom à Cayenne constitue un second goulet d'étranglement, car les tarifs de « backhaul » depuis

<sup>1</sup> Etude réalisée par l'IDATE pour le compte de la CE-DG Regio en 2005 intitulée : « Aspects réglementaires, d'infrastructures et de tarification des services de communications électroniques et des connexions haut débit dans les RUP. Comparaison de la situation existante avec le reste du territoire communautaire et les pays voisins »

le point d'amerrissement vers les POP opérateurs sont actuellement sous le monopole de fait de France Télécom.

Les tarifs élevés de ces liaisons sont également mis en avant pour justifier les prix élevés, non seulement des accès haut débit mais aussi du roaming mobile. Si des mesures pour réduire ces difficultés ont été prises (décision de l'ARCEP de mai 2005 pour baisser les tarifs des liaisons de transport entre la France et la Réunion), elles sont en général jugées insuffisantes par les opérateurs alternatifs.

Il pourrait être intéressant que le réseau public local du futur délégataire puisse aller jusqu'à la station d'amerrissement de France Télécom afin d'éviter de recourir aux prestations de compléments terrestres de France Télécom. A ce propos, l'ARCEP pourrait envisager l'obligation d'une prestation de colocalisation dans la station d'amerrissement.

3. La qualité de services attendus par l'ensemble des utilisateurs de la Guyane repose par ailleurs sur une qualité de service irréprochable et dans tous les cas similaire à celle de la métropole. Du fait que la Guyane n'est reliée au reste du monde que par le câble Americas 2, le futur délégataire devra louer des capacités satellitaires afin de pallier aux ruptures éventuelles mais prévisibles du câble Americas 2. Cela renchérit considérablement les coûts de fonctionnement liés à l'intercontinental.

Une action spécifique de l'ARCEP est attendue sur ce point visant à la sécurité et à la qualité de service attendues par tous les citoyens des DOM en général et de Guyane en particulier.

Je rappelle enfin que ces surcoûts liés aux liaisons à l'intercontinental constituent un poste d'investissement et de fonctionnement très significatif pour garantir l'accès à prix abordable de tous aux communications électroniques en Guyane.

- Les estimations de coûts d'investissement concernant le futur réseau haut débit infra régional sont de l'ordre de 10 à 12 M€.
- Les estimations d'achat de capacité à long terme d'une liaison STM1 sur Americas 2 sont de l'ordre de 4 à 6 M€ ,

ce qui renchérit d'environ 50% le coût de la DSP en Guyane, sans tenir compte du coût du backhaul ni de la sécurisation de la liaison.

Compte tenu du rôle essentiel que joue le maillon intercontinental dans la mise en place et le fonctionnement de la concurrence dans les RUP, il convient sans doute de considérer le marché de ces liaisons de manière isolée et d'analyser si des règles doivent être appliquées *ex ante* en matière de fixation des tarifs (achat et location à long terme, ...), d'accès, de disponibilité, de sécurité, etc.

Je remercie l'ARCEP de se préoccuper des liaisons louées sous-marines et de prendre en compte un certain nombre de mesures visant à pallier les inégalités criantes qui concernent l'ensemble des DOM et tout particulièrement la Guyane pour l'accès de tous les citoyens de manière égalitaire aux communications électroniques.

Croyez au soutien ferme et à la disponibilité du Conseil régional de Guyane dans votre effort pour apporter des solutions réglementaires à ce problème structurel que rencontre

la Guyane dans son plan d'action haut débit destiné à faire bénéficier notre région des progrès attendus de la société de l'information.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de mes sentiments distingués.

**Le Président du Conseil Régional**

**Antoine KARAM**